

Fiscalité: coopération administrative

2024/0276(CNS) - 12/02/2025 - Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 608 voix pour, 33 contre et 8 abstentions, suivant une procédure législative spéciale (consultation), une résolution législative sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 2011/16/UE relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal.

Le Parlement européen a **approuvé** la proposition sans amendements.

Pour rappel, la proposition est étroitement liée à la directive de 2022 sur le pilier 2, qui vise à assurer un niveau minimum d'imposition mondial pour les groupes d'entreprises multinationales et les groupes nationaux de grande envergure dans l'Union.

La proposition vise à **simplifier le processus de dépôt** et à réduire la charge administrative qui pèse sur les groupes d'entreprises multinationales pour l'accomplissement de leurs obligations de déclaration au titre de la directive sur le pilier 2. À cette fin, elle met en place un système qui permet aux autorités d'échanger des informations entre elles et introduit un formulaire type, conforme à celui élaboré par le cadre inclusif OCDE/G20, que les groupes d'entreprises multinationales et les grands groupes nationaux devront utiliser pour déclarer certaines informations fiscales.

Concrètement, la directive proposée :

- prévoit un **modèle uniforme** pour les entreprises multinationales et les grands groupes nationaux relevant du champ d'application de la directive 2022/2523/UE pour le dépôt de leurs déclarations d'informations fiscales complémentaires;
- permet aux entreprises multinationales entrant dans le champ d'application de la directive 2022/2523/UE de ne produire leur déclaration de renseignements fiscaux complémentaires **qu'une seule fois pour l'ensemble du groupe** (dépôt central plutôt que la méthode de dépôt au niveau local), ce qui réduira leur charge administrative.